SÉNAT

Session ordinaire de 1920.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 54^e SÉANCE

Séance du vendredi 25 juin.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : M. Gaudin de Villaine.
2. — Communication, par M. le ministre de la guerre, du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1917.
3. — Dépôt, par M. Ogier, ministre des régions libérées, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
 - Le 1^{er}, portant ratification du décret du 21 décembre 1919, relatif à l'extension à l'Alsace et à la Lorraine de l'application de la loi du 30 octobre 1919 sur la domanialisation des préposés forestiers communaux ;
 - Le 2^e, portant ratification du décret du 21 décembre 1919, relatif aux cessions de créances de dommages de guerre en Alsace et Lorraine ;
 - Le 3^e, portant ratification du décret du 12 janvier 1920, relatif à l'application, en Alsace et Lorraine, des dispositions de la loi du 24 octobre 1919, favorisant l'allaitement au sein ;
 - Le 4^e, portant ratification du décret du 25 novembre 1919, relatif aux conditions d'application, en Alsace et Lorraine, de la loi du 18 octobre 1919 sur les caisses d'épargne.
 Renvoi des quatre projets de loi à la commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine. — Nos 271, 272, 273 et 274.
- Dépôt, par M. Gustave Lhopiteau, garde des sceaux, ministre de la justice, au nom de M. le ministre des colonies, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la loi du 23 décembre 1913, autorisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions pour construire de nouvelles lignes de chemins de fer et pour travaux d'aménagement des ports. — Renvoi à la commission des finances. — N° 275.
4. — Dépôt, par M. Paul Strauss, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane de certaines dispositions de : 1^o la loi du 15 juillet 1893 sur l'organisation de l'assistance médicale gratuite ; 2^o la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés ; 3^o la loi du 28 juin 1904, relative à l'éducation des pupilles de l'assistance publique difficiles ou vicieuses ; 4^o la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources ; 5^o la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses. — N° 276.
 - Dépôt, par M. Cuminal, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but la reconnaissance d'utilité publique d'un institut de céramique française. — N° 277.
5. — Dépôt, par M. François-Marsal, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
 - Le 1^{er}, portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils ; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919 au titre des dépenses exceptionnelles des services civils ;
 - Le 2^e, relatif au report de crédits de 1919 à l'exercice 1920.
 Renvoi des deux projets de loi à la commission des finances. — Nos 278 et 279.

6. — Dépôt, par M. François-Marsal, ministre des finances, du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales. — Renvoi à la commission des finances. — N° 269.

Dépôt et lecture, par M. Paul Doumer, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales :

Urgence précédemment déclarée.

Discussion immédiate prononcée.

Observations de M. François-Marsal, ministre des finances, et de M. Paul Doumer, rapporteur général de la commission des finances.

Discussion des articles modifiés par la Chambre des députés :

Art. 2. — Adoption.

Art. 13 : MM. le lieutenant-colonel Pichon et François-Marsal, ministre des finances. — Adoption.

Art. 44, 86 et 113. — Adoption.

Sur l'ensemble : MM. Paschaud, François-Marsal, ministre des finances, et Paul Doumer, rapporteur général.

Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

7. — Fixation au mardi 29 juin de la discussion de l'interpellation de M. Louis Dausset sur la politique financière et fiscale du Gouvernement à l'égard du budget des départements et des communes.

Observations de MM. Louis Dausset, de Selves, président de la commission des affaires étrangères, et de Monzie.

Fixation au vendredi 2 juillet de l'interpellation de M. Albert Peyronnet sur l'application normale de la loi des retraites ouvrières et paysannes.

8. — Dépôt, par M. de la Batut, d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux depuis la mobilisation dans la durée de l'engagement spécial prévu par l'article 13 de la loi du 7 août 1912. — N° 280.

Déclaration de l'urgence.

Insertion du rapport au Journal officiel.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

9. — Dépôt d'un rapport de M. le général Taufflieb sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants. — N° 281.

Dépôt, par M. Henry Chéron, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi tendant à rattacher au ministère des pensions, des primes et des allocations de guerre le service des victimes civiles de la guerre, précédemment rattaché au ministère de l'intérieur. — N° 283.

10. — Dépôt et lecture, par M. Debierre, d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la législation de la caisse nationale d'assurance en cas de décès. — N° 282.

Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

11. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de créer une 5^e chambre au tribunal de première instance de Marseille :

Déclaration de l'urgence.

Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi.

12. — Ajournement de la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des

dépôtés, autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'inscription maritime des candidats (licenciés en droit, etc., agents et commis de l'inscription maritime) qui ont obtenu, soit au concours direct au grade d'administrateur de 2^e classe, soit au concours d'entrée à l'école d'administration de la marine, le nombre de points nécessaires pour l'admissibilité.

13. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser le département des Bouches-du-Rhône à exploiter définitivement en régie son réseau de chemins de fer d'intérêt local et de déterminer le nouveau règlement de la subvention de l'Etat :

Déclaration de l'urgence.

Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi.

14. — Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail :

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Urgence précédemment déclarée.

Article unique : MM. Jules-Louis Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, Bienvenu Martin, rapporteur, et Mauger.

Adoption de l'article unique modifié.

15. — Ajournement de la 1^{re} délibération sur le projet de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917, instituant des pupilles de la nation.

16. — Dépôt, par M. Gourju, d'un rapport sommaire, au nom de la 5^e commission d'initiative parlementaire, sur la proposition de loi de M. de Monzie et plusieurs de ses collègues, concernant l'attribution des stocks en liquidation. — N° 284.

Prise en considération de la proposition de loi.

Renvoi de la proposition de loi à la commission des finances.

17. — Règlement de l'ordre du jour : M. Dominique Delahaye.

Fixation de la prochaine séance au mardi 29 juin.

PRÉSIDENCE DE M. LÉON BOURGEOIS

La séance est ouverte à seize heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Maurice Ordinaire, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mercredi 23 juin.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole sur le procès verbal ?

M. Gaudin de Villaine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine sur le procès-verbal.

M. Gaudin de Villaine. Messieurs, une regrettable omission a complètement dénaturé la fin de mon intervention de mercredi dernier. J'avais dit :

« Ah ! certes, le génie de la race demeure, et, grâce à lui, demain, la France immortelle reprendra sa place à la tête des nations... Mais à votre œuvre néfaste d'aujourd'hui... etc. »

Or, tout le début de la phrase n'ayant pas paru au Journal officiel, j'ai tenu à le rétablir au procès-verbal.

M. le président. La rectification sera insérée au Journal officiel.

Il n'y a pas d'autre observation sur le procès-verbal ?

Le procès-verbal est adopté.

2. — RECRUTEMENT DE L'ARMÉE EN 1917.

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre de la guerre le compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1917.

Acte est donné à M. le ministre de la guerre de cette communication.

3. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des régions libérées.

M. Ogier, *ministre des régions libérées*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, quatre projets de loi, adoptés par la Chambre des députés, portant ratification :

Le 1^{er}, du décret du 21 décembre 1919, relatif à l'extension à l'Alsace et à la Lorraine de l'application de la loi du 30 octobre 1919 sur la « domanialisation » des préposés forestiers communaux ;

Le 2^e, du décret du 21 décembre 1919, relatif aux cessions de créances de dommages de guerre en Alsace et Lorraine ;

Le 3^e, du décret du 12 janvier 1920, relatif à l'application, en Alsace et Lorraine, des dispositions de la loi du 24 octobre 1919, favorisant l'allaitement au sein ;

Le 4^e, du décret du 25 novembre 1919, relatif aux conditions d'application, en Alsace et Lorraine, de la loi du 18 octobre 1919 sur les caisses d'épargne.

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission, nommée le 22 novembre 1918 et chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine.

Ils seront imprimés et distribués.

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. Gustave Lhopiteau, *garde des sceaux, ministre de la justice*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des colonies, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la loi du 23 décembre 1913, autorisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions pour construire de nouvelles lignes de chemins de fer et pour travaux d'aménagement des ports.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

4. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane de certaines dispositions de : 1^o la loi du 15 juillet 1893 sur l'organisation de l'assistance médicale gratuite ; 2^o la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés ; 3^o la loi du 28 juin 1904 relative à l'éducation des pupilles de l'assistance publique difficiles ou vicieux ; 4^o la loi du 14 juillet 1905 relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources ; 5^o la loi du 14 juillet 1913 relative à l'assistance aux familles nombreuses.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Cuminal.

M. Cuminal. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour but la reconnaissance d'utilité publique d'un institut de céramique française.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. F. François-Marsal, *ministre des finances*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat : 1^o un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2^o ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919 au titre des dépenses exceptionnelles des services civils ; 2^o Un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au report de crédits de 1919 à l'exercice 1920.

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission des finances.

Ils seront imprimés et distribués.

6. — ADOPTION DU PROJET DE LOI CRÉANT DE NOUVELLES RESSOURCES FISCALES

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. F. François-Marsal, *ministre des finances*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances. Il sera imprimé et distribué.

La parole est à M. le rapporteur général de la commission des finances pour un dépôt de rapport sur ce projet de loi pour lequel il demande au Sénat d'ordonner la discussion immédiate.

M. Paul Doumer, *rapporteur général de la commission des finances*. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifié à nouveau par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des députés, ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur général. Messieurs, après tous les sacrifices qu'avait faits le Sénat pour arriver à un accord avec la Chambre des députés et obtenir sans plus de retard le vote d'un minimum de ressources fiscales nouvelles, on devait s'attendre à une entente immédiate entre les deux Assemblées.

C'est, d'ailleurs, à très peu de choses près, ce qui s'est produit.

La Chambre a adopté toutes les dispositions du projet de loi que vous avez voté dans votre séance d'avant-hier, à l'exception de cinq articles qui ont été modifiés. Pour quatre d'entre eux, les articles 2, 13, 44 et 86, les modifications sont peu importantes et doivent être acceptées.

Seul, le changement apporté à l'article 113, relatif à l'introduction des impôts sur le revenu dans les départements de l'Alsace et de la Lorraine, ne peut être ratifié par vous. Il semble bien, d'ailleurs, qu'il soit le résultat de la hâte avec laquelle nous sommes contraints, dans les deux Assemblées, d'arriver à la fin de cette discussion et de l'impossibilité qui en résulte de prendre connaissance de tous les documents.

Art. 2. — L'article 2 du projet de loi concerne l'impôt sur les bénéfices agricoles.

Il n'y a pas de divergences entre la Chambre et le Sénat sur la partie principale de cet article. Mais la Chambre a voté, dans une précédente délibération, une disposition supplémentaire relative aux atténuations de l'impôt dans les exploitations des régions dévastées de notre pays. Vous en aviez, sur la proposition d'un de nos collègues, quelque peu modifié le texte, à votre dernière séance, et la disposition qui en était résultée se trouvait ainsi rédigée : « Pour les terrains de la zone dévastée, délimitée par l'arrêté du 12 août 1919, portant ou ayant porté des récoltes depuis leur remise en culture, les coefficients seront, pour l'année 1920, égaux au quart de ceux appliqués dans le reste de la France et, pour les années ultérieures, seront fixés par les lois de finances ou par des lois spéciales. »

« Seront exemptés de l'impôt sur les bénéfices agricoles les terrains incultes du fait de la guerre ou ceux qui donnent une première récolte après un an au moins d'abandon du même fait. »

La Chambre des députés, pour plus de précision, a ajouté au deuxième alinéa les mots « dans la même zone », et cet alinéa commence ainsi :

« Seront exemptés, dans la même zone, de l'impôt sur les bénéfices agricoles... »

Le Sénat ne peut qu'accepter cette adjonction.

Art. 12. — Cet article exempté de la contribution sur les bénéfices de guerre certaines catégories d'entreprises.

Un amendement, adopté par le Sénat, avait étendu l'exemption « aux patentés des régions dévastées dont les entreprises partiellement ou totalement détruites n'auront pu être reconstituées » avant la promulgation de la loi. La Chambre des députés n'a pas accepté cette extension à des cas particuliers, peu nombreux du reste, et nous ne croyons pas pouvoir insister.

Nous vous demandons de voter l'article 13 tel que le texte en revient de la Chambre.

Art. 44. — La Chambre des députés, qui ne semble pas avoir pour l'équilibre des budgets des départements la même inquiétude que le Sénat, a supprimé la perception, à leur profit, du supplément de 20 fr. au droit sur les permis de chasse départementaux.

Bien que nous ne pensions pas que la Chambre ait raison dans son opposition, nous ne croyons pas devoir insister.

Art. 86. — Cet article est relatif à la taxe de consommation sur les eaux minérales.

Le Sénat a voté deux fois, à la demande de nos honorables collègues, MM. Alfred Massé, Albert Peyronnet, Clémentel, Chalamet et Roche, une surtaxe au profit des communes. La Chambre vient de s'y rallier.

Le texte que vous aviez adopté, à votre dernière séance, était ainsi conçu :

« En outre, il pourra, sur leur demande, être perçu au profit des communes sur les territoires desquelles sont situées des sources d'eau minérale une surtaxe de 1 centime par bouteille. »

« Lorsque le produit de cette surtaxe excédera la moyenne des ressources ordinaires de la commune pour les exercices 1919, 1920 et 1921, le surplus sera réparti, jusqu'à concurrence pour chacune d'elles

de ladite moyenne, entre les communes dans lesquelles le produit de la surtaxe serait insuffisant pour l'atteindre.

« Si après cette répartition il restait encore un excédent, celui-ci serait versé au fonds commun des communes établi par la loi du 22 février 1918. »

La Chambre des députés a accepté le principe de la surtaxe. Elle a adopté le premier paragraphe du texte ci-dessous et remplacé les deux autres par la rédaction suivante :

« Lorsque le produit de cette surtaxe excédera le montant des ressources ordinaires de la commune pour l'exercice précédent, le surplus sera attribué au département. »

Nous vous proposons d'accepter cette modification.

Art. 113. — La Chambre des députés a repoussé les dispositions de l'article 113 que vous aviez voté et qui était ainsi conçu :

« L'impôt sur les traitements et salaires établi dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle par la législation locale sera perçu pour l'exercice 1920-1921, en ce qui concerne la part de l'Etat, sur les bases suivantes :

« 1° Les contribuables des classes 1 à 12 (émolument maximum de 4,375 fr.) seront totalement exemptés de la contribution ;

« 2° Les contribuables des classes 13 et 14 (émoluments compris entre 4,375 et 6,250 fr.) seront assujettis à la moitié du tarif prévu par la législation locale, sans addition de la majoration prévue par l'article 9 de la loi du 31 mars 1920 ;

« 3° Les contribuables des classes 15 et 16 (émoluments compris entre 6,250 et 8,750 fr.) seront assujettis à la totalité du tarif prévu par la législation locale, sans addition de la majoration prévue par l'article 9 de la loi du 31 mars 1920 ;

« 4° Les contribuables des classes 17 et suivantes (émoluments supérieurs à 8,750 francs) seront assujettis à la totalité du tarif prévu par la législation locale, avec addition de la majoration prévue par l'article 9 de la loi du 31 mars 1920.

« Sur l'impôt ainsi calculé, chaque contribuable a droit, en ce qui concerne la part de l'Etat, à une réduction de 7.50 p. 100 par chaque personne à sa charge jusqu'à la deuxième et de 15 p. 100 pour chacune des autres à partir de la troisième, sans que, toutefois, le montant total de la réduction puisse dépasser 300 fr. par personne à la charge du contribuable.

« Pour l'application de la disposition qui précède sont considérées comme personnes à la charge du contribuable celles qui sont retenues comme telles pour l'assiette de l'impôt général sur le revenu en vertu des prescriptions de la loi française du 15 juillet 1914. »

La Chambre des députés a rétabli son ancien texte que voici :

« L'impôt général sur le revenu et l'impôt sur les traitements et salaires seront étendus à l'Alsace et à la Lorraine, pour l'exercice 1920, conformément à la présente loi et à la législation antérieure en la matière.

« Dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, un décret, contresigné par le président du conseil, prescrira les mesures d'application de cette disposition. Ce décret sera soumis à la ratification des Chambres dans un nouveau délai d'un mois.

« Les impositions locales portant sur l'impôt sur les traitements et salaires, tel qu'il existe actuellement en Alsace et en Lorraine, continueront provisoirement à être établies et perçues conformément à la législation locale en vigueur. »

Il semble bien que l'honorable rapporteur de la commission des finances de la

Chambre n'ait pas eu connaissance de la demande du Gouvernement, contenue dans la lettre suivante du ministre des finances, dont nous avons donné connaissance au Sénat et que nous reproduisons ici :

« Dans sa séance du 16 juin 1920, la Chambre des députés a institué immédiatement, en Alsace-Lorraine, l'impôt général sur le revenu et l'impôt sur les traitements et salaires, tels qu'ils sont établis et perçus en France.

« Cependant, le Sénat avait disjoint le texte primitif voté par la Chambre, relativement à l'impôt général sur le revenu, et avait, en ce qui concerne l'impôt sur les traitements et salaires, établi les bases de l'imposition d'après les principes de la législation locale.

« D'accord avec M. le commissaire général de la République à Strasbourg, j'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les conséquences des mesures adoptées par la Chambre des députés.

« Ainsi que M. Alapetite l'a fait connaître dans sa note insérée dans le rapport de M. Doumer, n° 201 (page 210), certains délais seraient nécessaires pour la préparation du décret d'application de l'impôt général sur le revenu, ce décret devant comprendre un grand nombre de dispositions nouvelles délicates. Un assez long délai devra être accordé aux contribuables, tenus de souscrire leur déclaration, pour leur permettre de prendre connaissance de la loi et de ses modalités d'application. Les déclarations ne pourront vraisemblablement être reçues avant le mois de novembre ou de décembre. Si l'on tient compte du temps nécessaire pour les vérifier et établir les rôles, tout porte à penser que les avertissements ne seront pas distribués avant le mois d'avril 1921, alors que l'on exigera des contribuables une nouvelle déclaration, pour l'année 1920, dans les premiers mois de cette même année.

« On peut se demander s'il n'y aurait pas un réel intérêt politique à ne pas imposer d'ores et déjà aux habitants des provinces reconquises cette superposition de formalités et de charges fiscales.

« En ce qui concerne l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, il est à remarquer que l'application du texte adopté par la Chambre des députés donnerait lieu à des difficultés très grandes en raison de la différence des régimes qui seraient en vigueur, d'une part, pour l'impôt cédulaire d'Etat, d'autre part, pour les centimes communaux, ceux-ci devant continuer à être perçus suivant les règles posées par la législation alsacienne.

« L'adoption du texte de la Chambre des députés entraînerait, en effet, pour le service, l'obligation de recevoir les déclarations des employeurs pour l'impôt d'Etat et celles des assujettis pour les impositions locales. D'autre part, l'impôt d'Etat prendrait pour base le revenu de l'année précédente, l'impôt local, le revenu de l'année courante.

« Enfin, je crois devoir faire remarquer que la réforme des impôts directs avait été ajournée à 1921, sur la demande officieuse de la commission des affaires d'Alsace-Lorraine.

« Le système des impôts directs perçus tant par l'Etat que par les communes constitue un bloc; l'importance des centimes communaux est telle en Alsace et en Lorraine qu'il est très désirable de ne pas procéder à la réforme des impôts d'Etat sans tenir compte des impôts communaux; il y a là une étude d'ensemble à entreprendre et, pour cette raison, l'application de l'impôt général sur le revenu, à partir de 1921 seulement, me paraît préférable.

« Dans ces conditions, je ne puis que

demander au Sénat le maintien du texte qu'il avait adopté le 2 juin 1920. »

Les motifs de notre décision antérieure, résumés dans cette lettre, nous paraissent péremptoires, et nous vous demandons de reprendre le texte de l'article 113 que vous avez voté deux fois déjà, en accord avec le Gouvernement et l'administration de l'Alsace et de la Lorraine.

J'ajoute un mot à ce rapport. Il n'y a, vous le voyez, de divergence que sur l'article 113, relatif à l'application en Alsace et en Lorraine des impôts sur les traitements et salaires et de l'impôt général sur le revenu. C'est à la demande du Gouvernement que nous avons maintenu le texte de l'article 113 que vous aviez bien voulu voter. La commission ayant repris ce texte et vous le proposant, se retourne néanmoins vers le Gouvernement, en lui demandant si son point de vue n'a pas changé et s'il n'a pas de propositions différentes à faire. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Millières-Lacroix, de Selves, Chéron, Albert Peyronnet, Lintilhac, Goy, Chastenet, Hirschauer, Debierre, de La Batut, Perchof, Milan, Doumergue, Cadilhon, François Albert, Berthelot, Plichon, Lucien Hubert, Dausset, Ordinaire.

Je rappelle que l'urgence a été déclarée. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je dois tout d'abord remercier la commission des finances qui, dans son dernier rapport, avait bien voulu accepter le texte adopté pour l'article 113 par la Chambre des députés.

Cependant, l'administration des finances avait cru devoir faire certaines réserves dont les plus importantes visaient des difficultés d'application. M. le rapporteur général vient de vous exposer les principales de ces difficultés. Toutefois, étant donné la date à laquelle nous sommes arrivés, étant donné l'importance capitale qui s'attache à ce que la loi puisse être promulguée dans le délai le plus bref, je m'engage à faire tous les efforts nécessaires pour que les difficultés signalées puissent être levées ou atténuées. Je vous demande donc de bien vouloir vous rallier au texte précédemment adopté par la commission des finances et qui revient aujourd'hui de la Chambre des députés. (*Très bien! très bien!*)

M. Tissier. Les objections n'étaient donc pas très sérieuses.

M. le rapporteur général. Je dois faire remarquer, en effet, que c'était à la demande du Gouvernement que la commission des finances avait repris le texte précédemment adopté. Le Gouvernement demandant aujourd'hui au Sénat de se rallier au texte voté par la Chambre, la commission des finances accepte. (*Très bien!*)

M. le président. Si personne ne demande la parole pour la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture des articles.

Conformément à l'usage, le Sénat ne sera appelé à délibérer que sur les articles modifiés par la Chambre des députés.

« Art. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1921,

l'article 17, paragraphe 1^{er}, de la loi du 31 juillet 1917 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 17. — Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal à la valeur locative des terres exploitées, telle qu'elle résulte de l'évaluation cadastrale, multipliée par un coefficient approprié. Ce coefficient est fixé par région agricole et par nature de culture; un coefficient moyen et unique par région pourra être établi pour les exploitations à cultures variées ne comprenant pas une culture principale.

« Les coefficients ci-dessus sont déterminés par une commission instituée par un décret rendu sur la proposition du ministre des finances et du ministre de l'agriculture et présidée par un conseiller d'Etat. Un quart des membres de cette commission est nommé par le ministre de l'agriculture entre les candidats portés sur une liste présentée par les présidents des chambres d'agriculture ou, à défaut, des offices départementaux; un autre quart est nommé également par le ministre de l'agriculture entre les candidats portés sur une liste présentée par les présidents des associations, syndicats et coopératives de production agricole, ces candidats devant être pris parmi des contribuables payant l'impôt sur les bénéfices agricoles.

« La commission se prononcera après avis des directeurs des services agricoles et des chambres d'agriculture ou des offices départementaux des départements intéressés.

« Elle procédera tous les ans à la révision des coefficients.

« Les maxima et minima des coefficients arrêtés par la commission seront fixés chaque année, pour l'établissement de l'impôt de l'année suivante, par une disposition de la loi de finances ou d'une loi spéciale.

« Pour l'année 1920, les coefficients applicables sont ainsi fixés, sans l'intervention de la commission :

« Terres labourables, bois industriels, aulnaies, saussaies, oseraies, etc., parcs, pâtis, 1.

« Prairies, jardins, vergers et cultures fruitières, pépinières, 2.

« Vignes, 3.

« Cultures maraîchères, 3.

« Pour les terrains de la zone dévastée, délimitée par l'arrêté du 12 août 1919, portant ou ayant porté des récoltes depuis leur remise en culture, les coefficients seront, pour l'année 1920, égaux au quart de ceux appliqués dans le reste de la France, et, pour les années ultérieures, seront fixés par les lois de finances ou par des lois spéciales.

« Seront exemptés, dans la même zone, de l'impôt sur les bénéfices agricoles, les terrains incultes du fait de la guerre ou ceux qui donnent une première récolte après un an au moins d'abandon du même fait.

« L'article 2 de la loi du 12 août 1919 est abrogé. »

Si personne ne demande la parole sur l'article 2, je le mets aux voix.
(L'article 2 est adopté.)

M. le président. « Art. 13. — Ne seront pas soumises à la contribution extraordinaire pour les bénéfices réalisés depuis le 11 novembre 1918, si elles n'ont pas antérieurement produit des bénéfices donnant lieu à l'application de cette contribution :

« 1^{er} Les entreprises créées ou non avant le 1^{er} août 1914, dont l'exploitant a été mobilisé depuis le 1^{er} août 1914 pendant un an au moins ou a été réformé depuis cette date pour blessure reçue ou maladie contractée au service; sont considérés comme exploitants, pour l'application de cette disposition, le ou les fils de veuve ayant dirigé effecti-

vement avant leur mobilisation l'établissement dont la raison sociale porte le nom de leur mère;

« 2^o Les entreprises situées dans les régions qui ont été envahies ou qui, s'étant trouvées dans la zone des opérations militaires, ont été arrêtées pendant six mois consécutifs au moins du fait desdites opérations;

« 3^o Les sociétés constituées par des mutilés, réformés, veuves de guerre ou anciens combattants, à condition qu'aucun des associés n'ait antérieurement réalisé, à titre personnel, de bénéfices donnant lieu à l'application de la loi du 1^{er} juillet 1916, que les associés aient fourni en outre les trois quarts au moins du capital social et que celui-ci n'excède pas 500,000 fr.;

« 4^o Les entreprises dont le déficit par rapport au bénéfice normal, pour la période du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1918, est supérieur aux bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés en 1919 et jusqu'au 30 juin 1920;

« 5^o Les sociétés en nom collectif dont tous les associés ont été mobilisés et les sociétés en commandite simple dont tous les gérants ont été mobilisés dans les conditions indiquées à l'alinéa 1^{er}, et cela pour la part revenant à chacun d'eux dans les bénéfices visés par la présente loi.

« Sont également exonérés de la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires, à partir du 1^{er} janvier 1919, les contribuables qui ont été mobilisés dans les conditions du 1^o qui précède et dont le bénéfice total annuel, à dater du 1^{er} janvier 1919, n'a pas été supérieur à 30,000 fr.

« Les veuves et orphelins mineurs de guerre bénéficieront de l'exonération ci-dessus dans les mêmes conditions que celles prévues en faveur des mobilisés au 1^o du présent article. »

La parole est à M. Plichon.

M. le lieutenant-colonel Plichon. Messieurs, à deux reprises différentes, le Sénat avait voté une disposition introduite dans l'article 13, aux termes de laquelle une exonération spéciale de la taxe sur les bénéfices de guerre serait attribuée à une certaine catégorie de contribuables des régions dévastées. Il s'agissait, vous vous en souvenez, de ceux dont les usines, situées dans les régions sinistrées, avaient été détruites et qui, néanmoins, avaient employé leur activité dans le reste de la France.

Un exemple vous fera saisir tout l'intérêt de cette disposition et vous montrera quelles injustices elle avait pour objet d'éviter. Considérez, dans la zone sinistrée, deux industriels, deux commerçants, l'un établi à Lille, l'autre à quelques kilomètres de là, à Armentières. Lille, heureusement, n'a pas été détruite; elle a été copieusement pillée. Quant à Armentières, hélas! comme un certain nombre d'autres villes, il n'en reste pas pierre sur pierre.

Prenez deux filateurs de lin, l'un à Lille, l'autre à Armentières. Au lendemain de l'armistice, ces deux industriels ont recommencé à travailler. Celui de Lille a pu rentrer dans son immeuble, reconstituer son industrie et faire tourner ses machines, parce que ses bâtiments n'ont pas été endommagés. Celui d'Armentières, au lieu de son usine, n'a retrouvé qu'une poussière de briques. Or, messieurs, la reconstruction est lente et difficile; on ne trouve pas d'entrepreneurs, la main-d'œuvre est rare, les prix atteignent des hauteurs fabuleuses. L'industriel d'Armentières est obligé de travailler dans ce qu'autrefois nous appelions la France libre. Le premier de ces deux contribuables, celui qui a subi le moins de pertes, puisque son usine n'a pas été atteinte, est dispensé de la taxe sur les

bénéfices de guerre parce qu'il travaille pour les régions envahies. Le second, dont toutes les installations ont été rasées, paye la taxe sur les bénéfices de guerre, parce que son usine se trouve dans la France libre.

Le Sénat, lors de sa précédente décision, avait fait œuvre de justice. J'éprouve, je l'avoue, une certaine hésitation à vous demander de revenir sur le vote de la Chambre — ce que certainement vous feriez — afin d'éviter un nouveau retour du projet devant l'autre Assemblée. Vous m'en voudriez, à une date aussi proche de la fin du mois, de provoquer ce nouveau voyage. (Approbation.)

Alors, bien modestement, je m'adresse au Gouvernement et lui demande, tout au moins dans l'application des dispositions de la taxe sur les bénéfices de guerre, d'user, vis-à-vis des contribuables dont je viens de parler, de tous les ménagements et de tous les atermoiements possibles.

M. le ministre des finances entendra, je pense, la requête que je lui adresse. (Très bien! très bien!)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. L'alinéa 4 de l'article donne, je crois, toute satisfaction à l'honorable sénateur. En effet, aux termes de cet alinéa, ne sont pas soumises à la contribution extraordinaire :

« Les entreprises, dont le déficit par rapport au bénéfice normal pour la période du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1918... » — c'est-à-dire pendant toute la guerre — « ... est supérieur aux bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés en 1919 et jusqu'au 30 juin 1920 », la date où prend fin, comme vous l'avez décidé, la loi sur les bénéfices de guerre.

Par conséquent, si le déficit total de l'exploitation pendant toute la guerre se trouve supérieur aux bénéfices réalisés pendant la courte période qui sépare le 31 décembre 1918 du 30 juin 1920, ces bénéfices sont complètement exonérés. La disposition résultant des deux lignes et demie dont la Chambre vous demande la suppression s'appliquait à la totalité des cas des patentes du Nord qui, ayant pu, grâce à des circonstances heureuses, et en rendant d'ailleurs un grand service au pays, créer de nouvelles affaires en territoire de France libre, auraient réalisé des bénéfices exceptionnels supplémentaires; et ces bénéfices échapperaient à la loi. C'est ce qui a décidé le vote de la Chambre hier soir. Je crois donc que le quatrième alinéa donne très légitimement, à mon sens, satisfaction à M. le colonel Plichon.

D'autre part, la disposition résultant des deux lignes en question, telle que celles-ci étaient rédigées aurait peut-être permis certains abus.

C'est dans ces conditions que je demande au Sénat, après les explications que je viens de lui donner, de vouloir bien se rallier au texte de la Chambre. (Très bien!)

M. le lieutenant-colonel Plichon. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Plichon.

M. le lieutenant-colonel Plichon. Je remercie M. le ministre des finances des explications très claires qu'il vient de donner. Le texte qu'il propose à notre ratification portera remède à la situation dans la plus grande partie des cas. Il en est, néanmoins, qui seront frappés. C'est pour ceux-là que je fais appel à son esprit de justice et d'équité pour donner toute facilité dans le paiement, de façon à ne pas

précipiter les intéressés dans des situations financières qu'ils auraient de la peine à supporter.

M. le ministre des finances. Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup de cas de ce genre, mais je prends, bien volontiers, l'engagement de faire l'examen individuel de ceux qui viendraient à se présenter.

M. le président. Personne ne demande plus la parole sur l'article 137...
Je le mets aux voix.

(L'article 13 est adopté.)

M. le président. « Art. 44. — La délivrance des permis de chasse donnera lieu, à partir du 1^{er} juillet 1920, au paiement d'un droit de timbre de 80 fr., sans décimes, au profit de l'Etat et d'une somme de 20 fr. au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé par la loi du 3 mai 1844, s'il s'agit d'un permis général valable pour tout le territoire français.

« Pour les permis départementaux utilisables seulement dans le département où le permis aura été délivré et dans les arrondissements limitrophes, le droit de timbre sera réduit à 20 fr., la perception communale restera fixée à 20 fr. » — (Adopté.)

« Art. 86. — Le droit intérieur de consommation institué par l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916 sur les eaux minérales et de laboratoire est porté à 0 fr. 05 par litre ou fraction de litre, lorsque le prix de vente à la sortie de l'établissement de production est égal ou inférieur à 0 fr. 30 par bouteille, et 0 fr. 40 par litre, lorsque ce prix est supérieur à 0 fr. 30 par bouteille.

« En outre, il pourra, sur leur demande, être perçu au profit des communes sur le territoire desquelles sont situées des sources d'eau minérale une surtaxe d'un centime par bouteille.

« Lorsque le produit de cette surtaxe excédera le montant des ressources ordinaires de la commune pour l'exercice précédent, le surplus sera attribué au département.

« Le droit de consommation sur les eaux gazéifiées et les limonades est, dans tous les cas, de 5 centimes par litre ou fraction de litre.

« Les poudres, sels, comprimés et généralement tous produits destinés à préparer des limonades ou des eaux gazéifiées sont soumis au même régime fiscal que les produits de même nature destinés à la préparation des eaux minérales artificielles; l'impôt édicté par l'article 29 de la loi du 31 décembre 1917 est doublé.

« Le taux de l'impôt sur l'acide carbonique liquide, institué par l'article unique de la loi du 30 mars 1918, est porté à 2 fr. par kilogramme d'acide.

« La taxe de consommation établie par le même article sur les capsules et autres récipients d'acide carbonique liquide dosés pour la gazéification d'une bouteille ou d'un siphon et importés de l'étranger est fixée à 5 centimes par 10 grammes ou fraction de 10 grammes d'acide carbonique liquide. » — (Adopté.)

« Art. 113. — L'impôt général sur le revenu et l'impôt sur les traitements et salaires seront étendus aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, pour l'exercice 1920, conformément à la présente loi et à la législation antérieure en la matière.

« Dans le délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, un décret, contresigné par le président du conseil, prescrira les mesures d'application de cette disposition. Ce décret sera soumis à la ratification des Chambres dans un nouveau délai d'un mois.

« Les impositions locales portant sur l'impôt sur les traitements et salaires, tel qu'il

existe actuellement dans lesdits départements, continueront provisoirement à être établies et perçues conformément à la législation locale en vigueur. » — (Adopté.)

Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à M. Peschaud qui l'a demandée.

M. Peschaud. Messieurs, je voulais poser à M. le ministre des finances une simple question au sujet des impôts que nous venons de créer. Nous avons voté des sommes considérables. Il s'agira maintenant de les recouvrer et nous pouvons avoir quelques inquiétudes si nous nous en tenons aux déclarations qui ont été faites par les percepteurs, par les receveurs des finances et par les trésoriers généraux. C'est ainsi qu'à la date du 6 juin dernier l'association des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs des finances, écrivant à M. le ministre, s'exprimait de la sorte :

« L'association des trésoriers généraux et receveurs des finances est dans la pénible nécessité de vous exposer les faits suivants :

« Dans une circulaire récente, vous avez demandé aux comptables du Trésor de faire rentrer le plus tôt possible les impôts des années de guerre dont le recouvrement a subi des retards.

« D'autre part, le Parlement, sur votre demande, dans un grand élan de patriotisme et de courage fiscal, s'engage résolument dans la voie des sacrifices indispensables pour assainir la situation financière de la France.

« L'instrument d'exécution de vos volontés est le service du recouvrement. Malheureusement, son fonctionnement normal ne peut pas être assuré dans les conditions actuelles : trésorerie générale, recettes des finances et perceptions sont dans un état complet de désarroi et de désorganisation du fait de l'énorme augmentation de travail qui leur a été imposée depuis la guerre et de l'insuffisance absolue du personnel mis à leur disposition.

« Notre devoir strict est de déclarer que, si des réformes strictement immédiates et des simplifications profondes dans les méthodes de travail, destinées à nous permettre d'assurer la gestion des intérêts qui nous sont confiés, ne sont pas réalisées, il n'est que trop certain que nous n'arriverons pas à vous donner satisfaction, et nous ne pouvons faire que les plus extrêmes réserves sur le rétablissement du principe de notre responsabilité pécuniaire à l'égard des impôts arriérés. »

Dans ces conditions, je me retourne vers M. le ministre des finances et lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire rentrer dans les meilleures conditions les impôts que nous venons de voter. (Très bien !)

M. le ministre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre. Messieurs, la remarque faite par l'honorable M. Peschaud est tout à fait juste. Le Gouvernement a, le 29 avril 1920, déposé sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi portant ouverture de crédits en vue, précisément, de renforcer les administrations chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts, ainsi que du contrôle financier. Je crois savoir que la commission des finances de la Chambre est, en principe, favorable à ce projet et qu'elle a l'intention de le soutenir incessamment devant l'autre Assemblée.

Le Gouvernement pourra donc, je l'espère, apporter au Sénat, dans un très bref délai, un texte préalablement adopté par la Chambre et qui donnera satisfaction au

vœu dont l'honorable sénateur vient de se faire l'interprète. (Très bien ! très bien !)

M. Peschaud. Il ne nous reste donc plus qu'à attendre le vote de ce projet de loi.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, je n'ai pas cessé de dire que le désir de la commission des finances était depuis longtemps de voir réorganiser nos administrations financières pour les mettre en état de percevoir, sur tous les contribuables, les impôts que vous avez votés. Nous étudierons par conséquent, avec beaucoup de soin, quand l'heure viendra, le projet de loi auquel M. le ministre des finances vient de faire allusion. Nous le prions aussi, dans le choix du personnel, de ne rien faire qui puisse décourager les administrations financières, et d'appeler à la tête des services des hommes ayant la confiance de tous.

M. Millès-Lacroix, président de la commission des finances. Très bien !

M. le rapporteur général. Nous demandons qu'au ministère des finances on ne donne pas de prime à ceux qui n'ont pas fait leur devoir pendant la guerre, au désavantage des anciens combattants, qui se sont conduits d'une façon héroïque. (Très bien ! très bien !)

M. le président. Je vais mettre aux voix l'ensemble du projet de loi.

Il a été déposé sur le bureau une demande de scrutin.

Elle est signée de MM. Charles Deloncle, René Besnard, Clémentel, Loubet, Roche, Richard, Perreau, Magny, Milan, Pédebidou, plus trois signatures illisibles.

Il va être procédé au scrutin. (Les votes sont recueillis. — MM. les secrétaires en opèrent le dépouillement.)

M. le président. Voici, messieurs, le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	277
Majorité absolue.....	139
Pour.....	277

Le Sénat a adopté.

7. — FIXATION DE LA DATE D'INTERPELLATIONS

M. le président. Je rappelle au Sénat que M. Dausset avait précédemment déposé une demande d'interpellation sur la politique financière et fiscale du Gouvernement, à l'égard du budget des départements et des communes.

La discussion de cette interpellation avait été ajournée, en raison de la discussion du projet de loi sur les nouvelles ressources fiscales.

M. Louis Dausset. D'accord avec M. le ministre des finances et M. le ministre de l'intérieur, je demande au Sénat de vouloir bien fixer la discussion de cette interpellation au début de la séance de mardi prochain.

M. F. François-Marsal, ministre des finances. J'accepte la date de mardi, si le Sénat y consent, pour la discussion de l'interpellation.

M. le président. Il n'y a pas d'observations ?...

Il en est ainsi décidé.

M. de Solves, président de la commission des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des affaires étrangères.

M. le président de la commission des affaires étrangères. Je me permets de faire une réserve dont je demande au Sénat de bien vouloir tenir compte dans le règlement de l'ordre du jour de mardi prochain.

Je ne suis pas certain que la discussion du projet de loi autorisant la ratification du traité de paix avec l'Autriche puisse avoir lieu mardi; mais cette discussion est urgente et, si le rapport pouvait être distribué en temps utile, je demanderais que la discussion en vienne, avant celle de l'interpellation de M. Dausset.

S'il ne peut en être ainsi, à raison de ce que la distribution du rapport n'aurait pu être effectuée utilement, je demanderais au Sénat d'apprécier s'il n'y aurait pas lieu de tenir séance mercredi pour procéder à la discussion du projet dont il s'agit. (*Très bien!*)

M. Louis Dausset. J'insiste pour la priorité d'une interpellation, qui est déposée depuis trois mois, et qu'il est absolument indispensable de discuter enfin. Je demande le maintien de mon interpellation en tête de l'ordre du jour de mardi prochain.

M. le président. L'urgence de la discussion du projet de traité avec l'Autriche n'est pas contestée, et l'intérêt général commande d'en commencer l'examen le plus tôt possible.

En faisant cette observation, je suis aussi l'interprète du désir, qui m'a été exprimé par le Gouvernement de voir la ratification du traité de Saint-Germain effectuée avant la fin du mois.

En conséquence, si la discussion ne pouvait en être fixée à mardi, le Sénat serait dans l'obligation de tenir une séance spéciale mercredi. (*Approbation.*)

M. le président de la commission des affaires étrangères. M. le président du conseil devant se rendre prochainement à Bruxelles, et s'absenter de Paris pendant quelques jours, il est très désirable qu'avant son départ, le Sénat examine et approuve le projet relatif au traité de Saint-Germain.

M. le président. Il importait, en effet, que le Sénat sût que c'est une question d'intérêt national et non pas seulement d'ordre parlementaire. Le Sénat ordonnera, en conséquence, que la discussion ait lieu dans le plus bref délai. (*Approbation.*)

M. de Monzie. Une question se posera, cependant, à l'esprit du Sénat, qui peut désirer ne pas discuter le traité avec l'Autriche, sans être saisi du traité avec la Hongrie, afin d'envisager le problème dans son ensemble.

M. le président. La proposition qui vient d'être formulée tendant à l'ajournement de la délibération, c'est au moment de la fixation de la discussion qu'elle se posera utilement, en présence du Gouvernement qui pourra y répondre. (*Adhésion.*)

Avant de consulter le Sénat sur la fixation, en tête de l'ordre du jour de mardi prochain, de l'interpellation de M. Dausset, je rappelle que la discussion de l'interpellation de M. Lebert sur la réorganisation de la gendarmerie a été précédemment fixée à cette même date.

Je mets aux voix l'inscription, en tête de l'ordre du jour, de l'interpellation de M. Dausset, pour laquelle la priorité a été demandée par son auteur.

(L'inscription en tête de l'ordre du jour est ordonnée.)

M. le président. Enfin, M. Peyronnet avait précédemment déposé, sur les mesures que M. le ministre du travail compte

prendre pour assurer l'application normale de la loi des retraites ouvrières et paysannes, une demande d'interpellation dont la discussion avait été ajournée à une date ultérieure.

M. Albert Peyronnet. D'accord avec M. le ministre du travail, que j'ai eu l'honneur de voir ce matin, je demande la fixation de mon interpellation au vendredi 2 juillet.

M. le président. M. le ministre du travail m'a fait connaître qu'il était d'accord avec M. Peyronnet pour la fixation au vendredi 2 juillet de la discussion de son interpellation.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

8. — INSERTION D'UN RAPPORT AU « JOURNAL OFFICIEL »

M. le président. La parole est à M. de La Batut pour le dépôt d'un rapport.

M. de La Batut, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux depuis la mobilisation dans la durée de l'engagement spécial prévu par l'article 13 de la loi du 7 août 1913.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence, l'insertion du rapport au *Journal officiel* et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'insertion du rapport au *Journal officiel* de demain?...

L'insertion est ordonnée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms: MM. Debierre, Lucien Hubert, Mulac, Boudenoot, Peyronnet, François Albert, Berthelot, Brard, Milan, Perchet, Chastenot, Félix Martin, Farjon, Crémieux, Andrieux, Cauvin, Savary, Machet, Pierrin, de La Batut.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate est prononcée. — L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.

9. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. le général Taufflieb un rapport fait au nom de la commission de l'armée chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondant.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi tendant à rattacher au ministère des pensions, des primes et des allocations de guerre le service des victimes civiles de la guerre précédemment rattaché au ministère de l'intérieur.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

10. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF AUX ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS

M. le président. La parole est à M. Debierre, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Debierre, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification à la législation de la caisse nationale d'assurance en cas de décès.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la Chambre des députés a adopté sans débat, le 24 juin 1919 (*Journal officiel*, débats parlementaires, page 3887), un projet de loi, déposé au Sénat le 10 juillet 1919 (n° 330), et tendant à autoriser la caisse nationale d'assurance en cas de décès, qui, jusqu'à ce jour, ne pouvait consentir des assurances vie entière ou mixtes de plus de 3,000 fr. ou des assurances de capital différé de plus de 5,000 fr., à admettre des assurances vie entière ou mixtes jusqu'à 50,000 fr. et des assurances à capital différé sans limitation de somme.

Ce projet, portant modification à la législation qui régit la caisse nationale d'assurance en cas de décès, a été renvoyé à votre commission des finances pour se prononcer au fond.

Votre commission vous propose d'adopter sans modification le texte de loi voté par la Chambre des députés.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate signée de vingt membres, dont voici les noms: MM. Debierre, Bouctot, Berthelot, Leneveu, Peyronnet, Milan, Lucien Hubert, Cauvin, Brard, Bienvenu Martin, Lebrun, Ribot, Dausset, Henry Bérenger, Henri Michel, Perchet, Henry Chéron, de Selves, Pierre Marraud, Lintilhac.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les sommes garanties par les polices d'assurance en cas de décès pour la vie entière et d'assurance mixte souscrites auprès de la caisse nationale d'assurance en cas de décès peuvent, sous réserve de l'examen médical prévu au deuxième alinéa du présent article, atteindre 50.000 fr.; ces assurances peuvent se cumuler entre elles jusqu'à concurrence de cette même somme. Les assurances de capital différé peuvent être souscrites sans limitation de solde.

« Toute assurance devant garantir plus de 3.000 fr., en cas de décès, ou porter au delà de ce chiffre les sommes déjà assurées en cas de décès, doit être précédée d'une visite passée auprès d'un médecin assermenté, commis, à cet effet, par la caisse nationale d'assurance; cette dernière aura la faculté, lorsqu'elle le jugera utile, de soumettre le souscripteur à une contre-visite.

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1920, les frais de gestion de la caisse nationale d'assurance en cas de décès, y compris les honoraires de ses médecins, seront remboursés, par cette caisse, à la caisse des dépôts et consignations. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Est abrogé l'article 4 de la loi du 11 juillet 1868 et sont modifiées, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, les dispositions des lois des 17 juillet 1897 et 9 mars 1910. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.
(Le projet de loi est adopté.)

11. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE MARSEILLE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de créer une 5^e chambre au tribunal de première instance de Marseille.

M. Guillaume Poule, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...
L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.
(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Il est créé une 5^e chambre au tribunal de première instance de Marseille. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.
(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Le tableau B, annexé à la loi du 28 avril 1919, est modifié comme suit :

TRIBUNAUX de première instance.	NOMBRE de chambres.	PRÉSIDENT	VICE- PRÉSIDENTS	JUGES d'instruction.	JUGES	PROCUREUR de la République.	SUBSTITUTS	GREFFIER	COMMIS secrét.
Marseille.....	5	1	4	5	10	1	5	1	7

(Adopté.)

« Art. 3. — Les traitements des magistrats de la nouvelle chambre seront prélevés sur les crédits de l'exercice courant du budget du ministère de la justice, affectés à la rétribution des magistrats maintenus provisoirement dans des sièges dont la suppression a été prévue par la loi du 28 avril 1919. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — AJOURNEMENT DE LA DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appellerait la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'inscription maritime des candidats (licenciés en droit, etc., agents et commis de l'inscription maritime) qui ont obtenu, soit au concours d'accès direct au grade d'administrateur de 2^e classe, soit au concours d'entrée à l'école d'administration de la marine, le nombre de points nécessaires pour l'admissibilité.

Mais M. le ministre, d'accord avec la commission, demande le renvoi du projet de loi à une prochaine séance.

Il n'y a pas d'observation?...

Il en est ainsi ordonné.

13. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT LES CHEMINS DE FER DES BOUCHES-DU-RHÔNE

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'autoriser le département des Bouches-du-Rhône à exploiter définitivement en régie son réseau de chemins de fer d'intérêt local et de déterminer le nouveau régime de la subvention de l'Etat.

M. Jean Cazelles. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. Le département des Bouches-du-Rhône est autorisé à exploiter en régie son réseau de chemins de fer d'intérêt local constitué par les lignes ci-dessous mentionnées. »

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — A partir du 1^{er} janvier 1919 jusqu'au 12 avril 1964, pendant toute la durée de l'exploitation directe par le département, l'Etat pourra concourir, dans les conditions fixées par les articles 13 et 14 de la loi du 11 juin 1880, à couvrir les insuffisances des lignes ci-après que le département des Bouches-du-Rhône a été autorisé à exploiter directement par les décrets des 5 septembre 1913 et 26 novembre 1916, savoir :

1^{er} groupe.

- « Ligne de Fontvieille à Salon.
- « Ligne de Barbentane à Plan-d'Orgon.
- « Ligne de Saint-Rémy à Orgon.
- « Ligne de la Ciotat-gare à la Ciotat-ville déclarée d'utilité publique par la loi du 30 août 1884.

2^e groupe.

- « Ligne d'Eyguières à Meyrargues, déclarée d'utilité publique par les lois des

27 juillet 1886 et 2 décembre 1891. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Pour application de l'article 13 de la loi du 11 juin 1880, les dépenses de premier établissement sont fixées, pour les lignes du premier groupe, à 9,166,134 fr. 97 et, pour la ligne d'Eyguières à Meyrargues, à 5,231,254 fr. 51. Les dépenses d'exploitation à admettre en compte seront les dépenses réelles effectuées et liquidées conformément au décret réglementaire du 26 juin 1915 et à l'arrêté interministériel du 20 octobre 1917, qui a réglé les détails de l'organisation administrative et financière du réseau. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Le maximum de la subvention de l'Etat restera fixé aux chiffres inscrits dans les lois du 30 août 1884 pour les lignes du premier groupe et 2 décembre 1891 pour la ligne d'Eyguières à Meyrargues. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Le fonds de réserve pour grosses réparations et renouvellement de la voie et du matériel prévu par l'article 22 du décret du 26 juin 1915 sera constitué par un prélèvement de un quart sur le bénéfice annuel d'exploitation. Ce prélèvement cessera lorsque le fonds de réserve ainsi constitué correspondra à une somme de 2,000 fr. par kilomètre.

« Le fonds de réserve sera complété au fur et à mesure que les dépenses qu'il doit couvrir auront obligé à l'entamer. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Dans le cas où, conformément aux dispositions de la présente loi, le département participerait aux recettes de l'exploitation, les sommes versées à ce titre dans les caisses du département seraient réparties entre l'Etat et le département proportionnellement aux charges effectives supportées pour l'année par chacun d'eux. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

14. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI SUR LES RESPONSABILITÉS DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des députés, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail.

J'ai à donner connaissance au Sénat d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, dans les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Paul Sumien, conseiller juridique, chef du service du contrôle des assurances privées, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, au Sénat, dans la discussion du projet de loi, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois du 31 mars 1905 et 5 mars 1917 concernant

les responsabilités des accidents du travail.

« Art. 2. — Le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 19 avril 1920.

« PAUL DESCHANEL.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales,

« J.-L. BRETON. »

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été précédemment déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion de l'article unique.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion de l'article unique.)

M. le président. Je donne lecture de l'article unique :

« Article unique. — Le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par les lois des 31 mars 1905 et 5 mars 1917, concernant les responsabilités des accidents du travail, est modifié comme suit :

« Le chef d'entreprise est seul tenu, dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de 25 p. 100. »

M. J.-L. Breton, ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales.

M. le ministre. Messieurs, j'ai l'honneur de faire appel à l'esprit de conciliation du Sénat pour lui demander de modifier légèrement son texte.

Ce texte dit, en ce qui concerne les frais d'hospitalisation en matière d'accidents du travail, qu'ils « ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 (c'est-à-dire le tarif de l'assistance médicale gratuite), majoré de 25 p. 100 ».

La Chambre des députés avait voté une première fois une majoration de 50 p. 100. Le Sénat l'a ramenée à 25 p. 100. Le projet de loi est donc retourné à la Chambre, qui a maintenu 50 p. 100. Je demande au Sénat de faire un léger effort de conciliation et, s'il ne veut pas adopter le chiffre de 50 p. 100, de vouloir bien voter celui de 30 p. 100. Je suis d'accord avec votre commission et je pense que, dans ces conditions, la Chambre, auprès de laquelle j'insisterai d'une façon toute particulière, acceptera le chiffre transactionnel que vous nous prions de voter. (Approbation.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bienvenu Martin, rapporteur. La commission a le vif désir de voir ce projet très urgent consacré, enfin, par l'accord des deux Chambres. Nous avons pensé que la majoration de 25 p. 100 proposée par la commission, étant donné le relèvement considérable des prix de journée dans la presque totalité des hôpitaux, offrait à ces établissements une rémunération largement suffisante pour les soins donnés aux accidentés du travail; mais, par esprit de conciliation, et dans le but d'accélérer le vote du projet de loi et d'obtenir l'adhésion de la Chambre, la commission consent à ce que la majoration soit portée à 30 p. 100. (Très bien !)

M. le président. La parole est à M. Mauger.

M. Mauger. Messieurs, j'avais l'intention de reprendre le projet de la Chambre et de demander au Sénat de vouloir bien maintenir le chiffre de 50 p. 100 primitivement fixé par l'autre Assemblée et par deux fois, voté par elle. Depuis cette époque, certaines modifications se sont produites dans l'établissement des prix de journée des hôpitaux. En vertu d'autorisations qui leur ont été données, les hôpitaux ont pu modifier leur tarif de prix de journée, et je crois savoir qu'un grand nombre d'entre eux ont dû majorer ce tarif de 50 p. 100. Toutefois, il se peut que cette majoration soit trop élevée, en raison des conditions dans lesquelles elle a été fixée.

Étant donné qu'une transaction paraît sur le point d'être réalisée entre M. le ministre et la commission, je renonce à demander le maintien du chiffre de la Chambre, c'est-à-dire celui de 50 p. 100; au contraire, je demande instamment au Sénat de bien vouloir accepter le chiffre de 30 p. 100, qui me paraît absolument justifié. (Très bien ! très bien !)

M. le président. La commission étant d'accord avec le Gouvernement, je mets aux voix l'article unique dont j'ai donné lecture avec le chiffre nouveau de 30 p. 100, substitué au chiffre primitif de 25 p. 100.

(Le projet de loi ainsi modifié est adopté.)

15. — AJOURNEMENT DE LA DISCUSSION D'UN PROJET DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appelle la 1^{re} délibération sur le projet de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917 instituant des pupilles de la nation.

Mais M. le rapporteur demande l'ajournement de la discussion pour permettre à la commission d'entendre les auteurs d'amendements.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

16. — DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Gourju, pour un dépôt de rapport sommaire sur une proposition de loi pour laquelle il demande au Sénat de déclarer l'urgence et la discussion immédiate.

M. Gourju, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport sommaire fait au nom de la 5^e commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. de Monzie et plusieurs de ses collègues, concernant l'attribution des stocks en liquidation.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Comme président de la commission mensuelle d'initiative parlementaire, je demande au Sénat la permission de lui soumettre, vu l'urgence absolue, un rapport sommaire sur une proposition de nos collègues, MM. de Monzie, Le Hars, Héry, Bouveri, Fontanille et Loubet.

Cette proposition, déposée au début de la séance du 23 juin, tend à ce que le Gouvernement puisse attribuer aux communes, dans la mesure de leurs ressources, les stocks en liquidation.

En ce moment, aucune disposition légale ne permet au Gouvernement de s'en dessaisir. Or, avant que les communes ou la plupart d'entre elles aient les ressources nécessaires pour acquérir tout ou partie de ces stocks à titre onéreux, les stocks eux-mêmes auront le temps de périr d'une ma-

nière à peu près complète. Ce serait là un gaspillage tout à fait déplorable.

La proposition de nos collègues répond donc à une nécessité évidente.

Au nom de la commission d'initiative je demande donc au Sénat de vouloir bien prendre en considération la proposition de nos collègues, et afin d'éviter la perte d'un temps précieux, de la renvoyer après déclaration de l'urgence, à une commission déjà existante, la commission des finances, qui me paraît, heureusement, tout indiquée pour connaître d'une matière qui intéresse les finances de l'Etat. (Applaudissements.)

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Je mets aux voix les conclusions de la commission d'initiative, qui tendent à la prise en considération de la proposition de loi présentée par M. de Monzie et plusieurs de ses collègues.

(Les conclusions de la commission sont adoptées.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur le renvoi de la proposition de loi à la commission des finances.

(Il en est ainsi ordonné.)

17. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici, messieurs, quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance qui aurait lieu mardi prochain, 29 juin :

A quatorze heures et demie, dans les bureaux :

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de MM. Henry Chéron, le général Hirschauer et Mauger, tendant à organiser la rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés du travail et l'éducation fonctionnelle et professionnelle des infirmes.

A quinze heures, en séance publique :

Discussion de l'interpellation de M. Dausset sur la politique financière et fiscale du Gouvernement à l'égard des budgets des départements et des communes;

Discussion de l'interpellation de M. André Lebret sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour réorganiser la gendarmerie;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux depuis la mobilisation, dans la durée de l'engagement spécial prévu par l'article 13 de la loi du 7 août 1913;

1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à rattacher au ministère des pensions, des primes et des allocations de guerre, l'office national des mutilés et réformés de la guerre, précédemment rattaché au ministère du travail.

Je rappelle que le rapport sur le projet relatif au traité avec l'Autriche doit être mis en distribution mardi, et que l'on pourra fixer alors la date à laquelle la discussion pourra s'ouvrir, c'est-à-dire soit mardi, soit mercredi au plus tard. (Approbation.)

M. Dominique Delahaye. Cependant, si à ce moment on n'a pas le rapport sur le traité avec la Hongrie, la proposition de M. de Monzie sera inopérante.

M. le président. Après la distribution du rapport, le Sénat pourra entendre M. de Monzie et le Gouvernement afin de se prononcer ensuite en toute liberté. (Très bien !)

M. Dominique Delahaye. Avons-nous quelque chance d'avoir pour mardi le rapport sur le traité concernant la Hongrie ?

M. le président. Aucune, le projet de loi n'étant pas déposé.

M. de Selves, président de la commission des affaires étrangères. Nous n'en sommes pas saisis.

M. Dominique Delahaye. Tant pis !

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation sur l'ordre du jour, il est ainsi réglé. (Assentiment.)

Personne ne demande la parole...

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-sept heures vingt minutes.)

*Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.*

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

3545. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. Gallet, sénateur, demandant à M. le ministre de l'instruction publique si les membres de l'enseignement, qui ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite à partir du 1^{er} octobre dernier, peuvent espérer avoir bientôt leur titre de pension et que les avances sur pensions, demandées par certains d'entre eux, leur soient accordées.

3546. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. Chomet, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si le nombre des ouvriers employés au camp de Mars-sur-Allier n'est pas trop considérable pour les besoins actuels et si ces ouvriers, enlevés pour la plupart à la culture, ne reçoivent pas des salaires plus élevés que ceux pratiqués dans la région avec des conditions telles que les ouvriers agricoles soient incités à s'embaucher à ce camp plutôt que de rester à l'agriculture.

3547. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. Chomet, sénateur, demandant à M. le ministre des finances dans quelles conditions s'est effectué l'enlèvement d'une importante conduite d'eau de six kilomètres environ, reliant le camp américain de Mars-sur-Allier à l'Allier, et s'il ne pense pas qu'il aurait été avantageux d'enlever les tuyaux sans les briser, à une époque où les récoltes environnantes n'auraient pas été endommagées et où la main-d'œuvre aurait été moins indispensable à la culture.

3548. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. de Monzie, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si la taxe de luxe doit être perçue sur l'achat d'une automobile par un receveur des contributions indirectes pour les besoins de son service administratif, étant entendu que cet achat est fait d'accord avec le chef du service départemental.

3549. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. Chomet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il ne serait pas possible d'installer

différents services tels que : bureaux de recrutement, sous-intendances militaires, etc., dans les locaux laissés innocupés par suite de la suppression de certains régiments ou de la diminution des effectifs.

3550. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. de Monzie, sénateur, demandant à M. le ministre des pensions pourquoi et comment la liquidation des pensions des veuves et des mutilés de guerre musulmans-tunisiens est encore en suspens, créant ainsi les plus surprenantes et déplorables situations de misère.

3551. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. Gentil, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics s'il espère pouvoir faire payer les terrains, maisons et servitudes qui ont été réquisitionnés par un officier, délégué du génie de Poitiers, le 18 octobre 1919.

3552. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 25 juin 1920, par M. de Monzie, sénateur, demandant à M. le ministre des affaires étrangères pourquoi un protégé français a été arrêté une première fois par les autorités britanniques dans notre zone d'occupation et dans quelles conditions il aurait été, au cours de son voyage de retour en Syrie, consigné par nos soins.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

3138. — M. Louis Soulié, sénateur, demande à M. le ministre des finances si les petits retraités de l'Etat qui ont constitué leurs retraites eux-mêmes à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse seront compris dans les augmentations prévues pour les retraités civils. (Question du 9 mars 1920.)

Réponse. — La loi du 25 mars 1920 vise exclusivement les titulaires des pensions d'ancienneté inscrites sur le grand livre de la dette viagère. Tel n'est pas le cas des agents de l'Etat ayant une pension à la caisse des retraites ; la situation de ces agents n'est pas modifiée par ladite loi et ils restent placés sous le régime de l'allocation temporaire de 720 fr. par an.

3351. — M. Villiers, sénateur, demande à M. le ministre de la marine comment il peut concilier les instructions du 19 janvier 1919, émanant de la présidence du conseil, avec la promotion de sous-chef de bureau qu'il vient de signer, le fonctionnaire, objet de cette promotion, n'ayant jamais été mobilisé, alors que son concurrent immédiat, du même grade, de même ancienneté, compte trois ans et demi de mobilisation, dont plus de deux ans dans les formations combattantes, qu'il est titulaire de quatre citations, chevalier de la Légion d'honneur et infirme de guerre. (Question du 3 mai 1920.)

Réponse. — A la suite de la circulaire du 19 décembre 1919, le ministre, sur l'avis du conseil d'administration, a inscrit au tableau d'avancement, pour distinctions et faits de guerre, deux fonctionnaires pour le grade de sous-chef de bureau et trois autres pour un avancement en classe. Le fonctionnaire visé est au maximum de traitement de sa catégorie, il est chevalier de la Légion d'honneur et figure au tableau pour sous-chef ; il n'a pu, par suite, être l'objet d'aucune nouvelle proposition. Quant à son collègue promu sous-chef le 22 avril, il était en tête du tableau d'avancement. Or ce tableau est arrêté à la fin de chaque année par le ministre, à la suite d'une réunion du conseil d'administration. Le classement des candidats s'opère, conformément à l'arrêté du 28 novembre 1911, en inscrivant à la suite des fonctionnaires déjà inscrits précédemment, les nouveaux candidats qui sont classés entre eux d'après leur ordre d'ancienneté sur l'annuaire. Les candidats sont ensuite nommés dans l'ordre du tableau, en vertu d'un principe dont le maintien est formellement de-

mandé par les associations professionnelles. Malgré les mérites du rédacteur, ancien mobilisé, qui figurait au tableau avec le n^o 2, il n'a pas paru possible de le nommer avant son collègue qui occupait le n^o 1.

3369. — M. Cuminal, sénateur, demande à M. le ministre des finances comment doivent être calculées les vingt-huit années de services valables pour la retraite, prévus à l'article 19 du décret du 8 juillet 1916, fixant le statut des percepteurs et si, notamment, les percepteurs anciens sous-officiers comptant moins de vingt-huit ans de services civils peuvent légalement être exclus du tableau d'avancement. (Question du 17 mai 1920.)

Réponse. — Les vingt-huit années de services valables pour la retraite, prévus par l'article 19 du décret du 8 juillet 1916, sont calculés en tenant compte, outre les services civils, des services militaires même rémunérés par une pension proportionnelle. En effet, un percepteur, ancien sous-officier, âgé de soixante ans et comptant quinze ans de services militaires et quinze ans de services civils, justifie des conditions d'ancienneté pour être admis à la retraite par application des dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 5 de la loi du 9 juin 1853.

3381. — M. Laurent Thiery, sénateur, demande à M. le ministre des pensions si un ancien officier de l'armée active, retraité pour blessures de guerre, ayant perçu jusqu'ici l'indemnité temporaire de 2 fr. par jour allouée aux petits retraités de l'Etat, doit bénéficier des dispositions de la loi du 25 mars 1920, attribuant des majorations aux titulaires de pensions, ou continuer de percevoir l'indemnité temporaire allouée aux petits retraités de l'Etat. (Question du 20 mai 1920.)

Réponse. — L'intéressé ne peut bénéficier des majorations de la loi du 25 mars, mais il touchera l'allocation temporaire aux petits retraités, tant que les lois des 23 février et 21 octobre 1919 continueront à recevoir application.

3392. — M. Rouland, sénateur, demande à M. le ministre des finances pourquoi, alors que l'administration fournit elle-même des imprimés mentionnant, articles par articles de rôle et par années, les pertes subies, se borne-t-elle maintenant à avertir l'intéressé qu'il a été dégrevé pour une somme de... sans aucun détail d'imputation, cette méthode étant très préjudiciable à l'intéressé, qui ne peut se rendre compte du travail opéré par l'administration. (Question du 20 mai 1920.)

Réponse. — D'après les instructions de l'administration, les remises ou modérations accordées, en vertu de l'article 31 de la loi du 9 mars 1918, aux propriétaires ayant subi des pertes de loyers, sont notifiées aux intéressés à l'aide d'avis de décision établie par article de rôle et donnant l'indication, par années et par nature de contribution, du montant des dégrèvements prononcés.

3397. — M. Mauger, sénateur, demande à M. le ministre des finances et de la liquidation des stocks quelle quantité de chaussures provenant des stocks américains a été cédée aux administrations de la guerre, de la marine et des colonies, pour le besoin du service des armées ; quelle quantité a été cédée aux services des régions libérées ; quelle quantité a été cédée au commerce intérieur et pour cette dernière partie, quelles mesures ont été prises pour éviter une majoration excessive des prix lors de la vente aux consommateurs. (Question du 21 mai 1920.)

Réponse. — Toutes les chaussures, neuves, réparées ou usagées, des pointures courantes, ont été réclamées par le ministère de la guerre pour les besoins des armées.

Les demandes faites à ce jour sont les suivantes :

Neuves, 2,385,394 ;

Réparées, usagées, 243,343.

Les destinations ont été données et les expéditions sont en cours. Aucune cession n'a été

Taite aux régions libérées ni au commerce intérieur.

Seules quelques ventes de chaussures réparées ont été effectuées de gré à gré dans les camps au prix du catalogue.

Les chaussures laissées par les armées seront réparties ultérieurement, d'accord avec le ministère du commerce, lorsque les expéditions sur les armées seront terminées.

3407. — M. Joseph Loubet, sénateur, demande à M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre si les anciens soldats de 1870-1871, titulaires d'une gratification renouvelable de 300 fr. à titre de blessé, peuvent bénéficier d'une majoration quelconque en l'état actuel de la législation. (Question du 24 mai 1920.)

Réponse. — Réponse négative, la loi du 25 mars 1920 qui a institué des majorations de pensions n'étant applicable qu'aux pensions fondées sur la durée des services.

3410. — M. Alfred Brard, sénateur, demande à M. le ministre des finances quelle compensation il compte accorder aux receveurs des finances qui, du fait de la guerre, ont vu leur avancement retardé pendant près de quatre ans et à qui l'âge prochain de la retraite, ne permettra pas de récupérer le temps perdu à l'avancement, la stricte et équitable justice devant obliger l'administration à prévoir un appel pour ne pas léser les droits des fonctionnaires en question. (Question du 24 mai 1920.)

Réponse. — Lorsque des receveurs particuliers des finances réalisent les conditions pour être admis à faire valoir leurs droits à la retraite, il est toujours tenu compte de la situation de ces comptables quand leur avancement a pu être retardé du fait de la guerre.

3430. — M. Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre dans quelles conditions est accordée, par les corps de troupe, l'allocation spéciale de 1 fr. 70, si les militaires qui ont comparu devant une commission de réforme postérieurement au 18 juin 1919 n'ont plus droit à cette allocation et si l'on ne pourrait pas, le cas échéant, en faire bénéficier ceux qui justifient avoir formulé leur demande au moins deux mois avant cette date. (Question du 28 mai 1920.)

Réponse. — L'allocation journalière spéciale instituée par le décret du 1^{er} janvier 1915 a été payée, jusqu'à la date extrême du 30 septembre 1919, aux seuls militaires renvoyés dans leurs foyers et proposés par une commission de réforme antérieurement au 18 juin 1919 pour l'obtention d'une pension ou d'une gratification. Les militaires proposés pour une pension d'invalidité postérieurement au 18 juin 1919 reçoivent, en vertu du décret de même date, une allocation provisoire d'attente déterminée d'après le taux de la pension prévue pour leur grade et leur invalidité par la loi du 31 mars 1919, et ne sauraient bénéficier concurremment des avantages du régime antérieur.

3449. — M. Berger, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics de prendre immédiatement, d'accord avec le ministre de l'agriculture, des mesures exceptionnelles pour assurer le transport du charbon nécessaire au battage de la récolte de 1920. (Question du 1^{er} juin 1920.)

Réponse. — Des instructions très précises ont été données aux délégués du bureau national des charbons dans les ports et aux ingénieurs en chef des mines, en vue d'expédier dans le plus bref délai possible le charbon attribué aux offices départementaux pour les battages de la récolte de 1920.

3453. — M. Bouveri, sénateur, demande à M. le ministre des pensions si un militaire mobilisé du 1^{er} août 1914 au 15 mars 1915 comme G. V. C. puis détaché, sans solde, comme ouvrier militaire à une poudrerie nationale du 6 juillet 1914, au 4 décembre 1918, époque de

sa démobilisation a droit à la prime mensuelle. (Question du 2 juin 1920.)

Réponse. — Réponse négative, le militaire dont il s'agit n'ayant pas accompli, entre le 1^{er} août 1914 et le 24 décembre 1918, dix-huit mois de service effectif (art. 4 de la loi du 22 mars 1919).

3466. — M. Schrameck, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre quand il compte rétablir le régime des permissions agricoles qui fonctionnait avant la guerre et dont le besoin est actuellement impérieux; il importerait en effet, que les cultivateurs connaissent d'urgence les dispositions et modalités qui seront adoptées et que des facilités leur soient accordées pour qu'ils puissent contribuer au relèvement économique du pays. (Question du 7 juin 1920.)

Réponse. — Les agriculteurs peuvent dès maintenant obtenir les permissions, auxquelles ils ont droit légalement dans les conditions prévues par l'article 38 de la loi de recrutement, aux époques des travaux agricoles, si les exigences du service ne s'y opposent pas.

3468. — M. le marquis de Pomereu, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre à quelles conditions un jeune homme de la classe 1920, engagé volontaire pour quatre ans en août 1918, peut bénéficier aujourd'hui des facilités de dispenses accordées aux étudiants de ladite classe pour leur permettre de poursuivre leurs études dans la faculté où ils sont inscrits. (Question du 8 juin 1920.)

Réponse. — Des mesures spéciales n'ont été prévues qu'en faveur des étudiants de la classe 1920 qui vont être incorporés en octobre et pour leur permettre de continuer leurs études en cours; il n'est pas possible d'étendre ces dispositions aux militaires sous les drapeaux, qui, eux, n'ont pas pu faire acte de scolarité depuis leur incorporation.

3470. — M. Lebrun, sénateur, demande à M. le ministre des régions libérées comment seront indemnisés les cultivateurs des régions libérées qui, ayant pris livraison, sur l'insistance de l'administration, des bovins qui nous ont été livrés par l'Allemagne et dont la plupart sont atteints de la fièvre aphteuse, ont perdu des bêtes au moment de la livraison et ceux dont les bestiaux, antérieurement sains, ont péri après avoir pris contact avec les bovins livrés par l'Allemagne. (Question du 8 juin 1920.)

Réponse. — Les précautions sanitaires les plus minutieuses sont prises en Allemagne pour éliminer des convois tout animal suspect. Au passage à la frontière, une nouvelle visite sanitaire a lieu. Malgré ces précautions la fièvre aphteuse a été constatée à l'arrivée à destination des animaux de quelques convois; ils semblent avoir été contaminés au cours du voyage, car la fièvre aphteuse existait dans 7 dixièmes des cantons des régions libérées, avant l'arrivée du premier convoi de bétail allemand.

C'est sur l'avis des comités des épizooties que l'on a décidé la répartition des animaux des convois suspects ou atteints de fièvre aphteuse. Il aurait fallu sans cette mesure arrêter totalement la récupération du bétail en Allemagne.

Les populations n'ont jamais été forcées de prendre livraison de sujets malades ou suspects; les attributions d'animaux se font avec le consentement des cultivateurs. Une réfaction de 3 à 20 p. 100 est appliquée à ces bovins atteints, en tenant compte de leur état; si la mort survient dans les dix jours qui ont suivi la livraison, les propriétaires obtiennent la non-imputation sur leurs dommages de guerre de la valeur du bétail allemand qu'ils ont reçu. Le service sanitaire qui assiste aux répartitions a mission de prescrire les mesures d'hygiène et d'isolement du bétail suspect.

En ce qui concerne les animaux morts de fièvre aphteuse et qui ne provenaient pas d'Allemagne, il ne pourrait être question d'indemnité à leur égard, la responsabilité de l'Etat ne pouvant être engagée pour du bétail qu'il n'a point livré.

3475. — M. Bouveri, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les permissions de quinze à vingt jours accordées aux jeunes soldats agriculteurs sont cumulables avec les quarante jours de permission annuelle accordés à l'ensemble des soldats sans distinguer quelle a été leur profession avant leur entrée au régiment. (Question du 10 juin 1920.)

Réponse. — Les permissions accordées aux agriculteurs sont comprises dans les quarante jours de permission attribués annuellement aux militaires présents sous les drapeaux par l'article 38 de la loi de recrutement.

3480. — M. le ministre de la marine fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 10 juin 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

3481. — M. le ministre de la marine fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 10 juin 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

3485. — M. le ministre des pensions, des primes et des allocations de guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 12 juin 1920, par M. de Rougé, sénateur.

3501. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre du commerce et de l'industrie de donner des instructions aux préfets pour que les cartes donnant droit à la réduction du prix du pain soient délivrées aux pères de familles nombreuses sans qu'on puisse leur opposer leurs ressources personnelles pour contester leurs droits et pour que la mention « secours », apposée sur ces cartes, soit supprimée. (Question du 15 juin 1920.)

Réponse. — Les bons de pain à prix réduit sont délivrés aux pères de famille nombreuses remplissant les conditions prévues par le décret du 3 février 1920, modifié par le décret du 16 juin 1920, lorsqu'ils en font la demande, sans qu'on puisse leur opposer leurs ressources personnelles. D'autre part, des instructions sont données pour que la mention « secours », apposée sur les bons hebdomadaires de pain à prix réduit, soit supprimée.

3502. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 15 juin 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

3503. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 15 juin 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

3513. — M. le ministre de la marine fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 15 juin 1920, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

3516. — M. Louis Soulié, sénateur, demande à M. le ministre du travail pour quelles raisons les auxiliaires permanents des services départementaux des retraites, nommés par arrêtés préfectoraux en 1911, en vertu des instructions de la circulaire du 10 mars 1911, ne bénéficient pas des dispositions transitoires contenues dans l'article 9, paragraphe 3, du décret du 21 mai 1920. (Question du 18 juin 1920.)

Réponse — Les emplois d'auxiliaires permanents des services des retraites des préfectures ont été créés seulement par le décret du 21 avril 1913, portée à la connaissance des préfets par la circulaire du 30 juin suivant. Dans ces conditions, aucun des agents nommés par application de ce décret ne compte les huit années de services exigées pour bénéficier du salaire de 14 fr. par jour prévu à l'article 9, paragraphe 3, du décret du 21 mai 1920 et cette disposition ne pourra commencer à être mise en application que dans le courant de l'année 1921.

Par mesure de bienveillance, il a été décidé que l'ancienneté de service des auxiliaires permanents, qui, avant leur nomination en cette qualité, étaient déjà employés au service depuis sa création, prendrait date du 1^{er} juillet 1913.

3519. — Le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 17 juin 1920, par M. Hayez, sénateur.

RAPPORT fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux depuis la mobilisation dans la durée de l'engagement spécial prévu par l'article 13 de la loi du 7 août 1913, par M. de La Batut, sénateur.

Messieurs, à la date du 29 juillet 1919, le Gouvernement avait déposé sur le bureau de la Chambre des députés le texte d'un projet de loi ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux.

Ce projet n'ayant pas été examiné par le Parlement au cours de la dernière législature, il est devenu caduc et le Gouvernement a dû le déposer de nouveau. Il a été adopté par la Chambre des députés, dans sa séance du 11 mars 1920, avec un amendement de M. Dior, l'étendant aux engagements contractés en vertu du 2^e de l'article 2 de la loi du 7 avril 1914.

Les élèves de certaines grandes écoles de l'Etat (école spéciale militaire, écoles du service de santé militaire et de la marine, école polytechnique, école normale supérieure et école forestière) contractent, dès leur admission ou leur entrée à ces écoles, un engagement de rester pendant huit ans au service de l'Etat dans les départements de la guerre ou de la marine.

C'est une obligation qui leur est imposée par l'article 13 de la loi du 7 août 1913. Or, un certain nombre de jeunes gens, admis au cours de la guerre dans ces écoles ou actuellement candidats à ces écoles, ont accompli, depuis la mobilisation, un temps plus ou moins long de service comme appelés ou comme engagés volontaires. La plupart d'entre eux ont servi dans les armées combattantes; beaucoup s'y sont distingués et ont conquis, par leur valeur sur le champ de bataille, grades et décorations. Il a paru au Gouvernement et à la Chambre des députés qu'il serait équitable de tenir compte à ces jeunes gens du temps qu'ils ont effectivement passé sous les drapeaux au service de l'Etat depuis la mobilisation et de compter ce temps dans la durée de l'engagement spécial de huit années au service de l'Etat que, aux termes de l'article 13 de la loi du 7 août 1913, ils doivent contracter lors de leur entrée dans une des écoles visées par cet article.

Tel est l'objet du projet de loi que nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter :

PROJET DE LOI

« Article unique. — Le temps effectivement passé sous les drapeaux, depuis la mobilisation, par les candidats admis à l'école spéciale militaire, aux écoles du service de santé militaire et de la marine, à l'école polytechnique, à l'école normale supérieure et à l'école forestière, sera compté dans les huit années qu'ils ont pris ou prendront l'engagement d'accomplir au service de l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 7 août 1913.

« Les mêmes dispositions sont applicables aux élèves admis sous le régime de la loi du 7 avril 1914, pour le calcul des années de service qu'ils se sont engagés ou s'engageront à faire dans l'armée ou dans la marine. »

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du mercredi 23 juin (journal officiel du 24 juin).

Page 998, tableau, lignes 3, 4 et 5.

Au lieu de :

Ligne directe descendante au delà du 2 ^e degré.....	2 »	2 »	3 »	5 »
Ligne directe ascendante au 1 ^{er} degré.	2 50	2 50	3 50	5 50
Ligne directe ascendante au 2 ^e degré.	3 »	3 »	4 »	6 »

Lire :

Ligne directe descendante au delà du 2 ^e degré.....	2 »	3 »	4 »	5 »
Ligne directe ascendante au 1 ^{er} degré.	2 50	3 50	4 50	5 50
Ligne directe ascendante au 2 ^e degré.	3 »	4 »	5 »	6 »

Page 1000, 2^e colonne, 6^e ligne avant la fin.

Au lieu de :

« ... dont le montant n'excède pas... »,

Lire :

« ... dont le montant total n'excède pas... ».

Page 1003, 2^e colonne, 3^e ligne avant la fin.

Au lieu de :

« ... loi du 23 août 1875... »,

Lire :

« ... loi du 23 août 1871... ».

Même page, 3^e colonne, 3^e ligne avant la fin de l'article 62.

Au lieu de :

« ... à raison des deux tiers... »,

Lire :

« ... à raison de deux tiers... ».

Même page, même colonne, 3^e ligne de l'article 63.

Au lieu de :

« ... marchandises, fournitures... »,

Lire :

« ... marchandises, denrées, fournitures... ».

Page 1013, 2^e colonne, 17^e ligne.

Au lieu de :

« ... au dehors! »,

Lire :

« ... au dedans! ».

Page 1015, 1^{re} colonne, 29^e ligne à partir du bas.

Au lieu de :

« ... et le 19 mai 1919... »,

Lire :

« ... et le 13 mai 1919... ».

Ordre du jour du mardi 29 juin.

A quatorze heures et demie, réunion dans les bureaux :

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de MM. Henry Chéron, le général Hirschauer et Mauger, tendant à organiser la rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés du travail et l'éducation fonctionnelle et professionnelle des infirmes. (N^o 246, année 1920.)

A quinze heures, séance publique :

Discussion de l'interpellation de M. Dausset sur la politique financière et fiscale du Gouvernement à l'égard des budgets des départements et des communes.

Discussion de l'interpellation de M. André Lebert sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour réorganiser la gendarmerie.

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux depuis la mobilisation dans la durée de l'engagement spécial prévu par l'article 13 de la loi du 7 août 1913. (N^{os} 113 et 280, année 1920. — M. de La Batut, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi tendant à rattacher au ministère des pensions, des primes et des allocations de guerre, l'office national des mutilés et réformés de la guerre, précédemment rattaché au ministère du travail. (N^{os} 11 et 258, année 1920. — M. Lebrun, rapporteur.)

Annexe au procès-verbal de la séance du 25 juin 1920.

SCRUTIN (N^o 37)

Sur l'ensemble du projet de loi, modifié à nouveau par la Chambre des députés, portant création de nouvelles ressources fiscales.

Nombre des votants.....	269
Majorité absolue.....	135
Pour l'adoption.....	266
Contre.....	3

Le Sénat a adopté.

ONT VOTÉ POUR :

MM. Albert (François). Albert Peyronnet. Alfred Brard. Alsace (comte d'). prince d'Hémin. Amic. Andrieu. Artaud.

Babin - Chevaye. Bachelet. Beaumont. Bérard (Alexandre). Bérard (Victor). Berger (Pierre). Berthelot. Besnard (René). Bienvenu Martin. Billiet. Baignan. Blanc. Bodinier. Boivin-Champeaux. Bollet. Bonnelat. Bony-Cisternes. Bouctot. Boudenoit. Brager de La Ville-Moysan. Brangier. Brindeau. Brocard. Buhon. Bussière. Busson-Billaud. Bussy. Butterlin.

Cadilhon. Cannac. Carrère. Castillard. Catalogne. Cauvin. Cazelles. Chalamet. Charles Chabert. Charpentier. Chastenet (Guillaume). Chautemps (Alphonse). Chauveau. Chênebenoit. Chéron (Henry). Chomet. Codet (Jean). Coignet. Colin (Maurice). Combes. Cordelet. Courrégelongue. Crémieux (Fernand). Cruppi. Cuminal. Cuttoli.

Daraignez. Daudé. Dausset. David (Fernand). Debierre. Defumade. Dehove. Delostable. Deloncle (Charles). Delpierre. Denis (Gustave). Desgranges. Diébolt-Weber. Donon. Doumer (Paul). Doumergue (Gaston). Drivet. Dron. Dubost (Antonin). Duchein. Duplantier. Duquaire. Dupuy (Paul).

Elva (comte d'). Enjolras. Ermant. Estournelles de Constant (d'). Etienne. Eugène Chanal. Eymery.

Faisans. Farjon. Félix Martin. Fenoux. Fernand Merlin. Flaissières. Fleury (Paul). Fontanille. Fortin. Foucher. Foulhy. François-Saint-Maur.

Gabrielli. Gallet. Garnier. Gauthier. Gauvin. Gentil. Gérard (Albert). Gerbe. Gomot. Gouge (René). Gourju. Goy. Gras. Grosdidier. Grosjean. Guillier. Guillois. Guillo-teaux.

Hayez. Henri Michel. Henry Béranger. Hervey. Héry. Hubert (Lucien). Hugues Le Roux.

Imbart de la Tour.

Jeanneney. Jéneuvrier. Jonnart. Joseph Reynaud. Jossot. Jouis.

Kéranflec'h (de).

La Batut (de). Laboulbène. Lafferre. Lamazelle (de). Landemont (de). Landroide. Las Cases (Emmanuel de). Lavrignais (de). Le Barillier. Lebert. Lebrun (Albert). Le Merlin. Leglos. Le Hars. Lemarié. Lémery. Leneveu. Léon Perrier. Le Roux (Paul). Lévy (Raphaël-Georges). Leygue (Honoré). Lhopiteau. Limouzain-Laplanché. Lintilhac (Eugène). Loubet (J.). Louis David. Louis Soulié. Lubersac (de). Lucien Cornet.

Machet. Magny. Marraud. Marsot. Mar-

tell. Martin (Louis). Martinet. Mascouraud. Massé (Alfred). Mauger. Maurin. Mazière. Mazurier. Méline. Menier (Gaston). Merlin (Henri). Michaut. Michel (Louis). Milan. Milliard. Millès-Lacroix. Mir (Eugène). Molard. Monfeuillart. Monnier. Monsservin. Montaigu (de). Mony. Monzie (de). Morand. Morel (Jean). Mulac.

Noël. Noulens.

Ordinaire (Maurice). Oriot.

Pams (Jules). Paul Pellissé. Paul Strauss. Pédebidou. Penancier. Perchot. Perdrix. Pérès. Perreau. Peschaud. Peytral (Victor). Philip. Pichery. Pierrin. Pichon (lieutenant-colonel). Poincaré (Raymond). Pol-Chevalier. Pomereu (de). Porteu. Potié. Pottevin. Poulle.

Quesnel.

Rabier. Ranson. Ratier (Antony). Régismanset. Régnier (Marcel). René Renoult. Réveillaud (Eugène). Reynald. Ribière. Ribot. Richard. Rivet (Gustave). Roche. Roland (Léon). Rouby. Rougé (de). Rouland. Roustan. Roy (Henri). Ruffier.

Sabaterie. Saint-Quentin (comte de). Sarraut (Maurice). Sauvan. Savary. Selves (de). Serre. Simonet. Steeg (T.).

Taufflieb (général). Thiéry (Laurent). Thuillier-Buridard. Touron. Trouvé. Trystram. Vallier. Vayssière. Vidal de Saint-Urbain. Vieu. Vilar (Edouard). Villiers. Vinet.

ONT VOTÉ CONTRE :

MM. Bouveri.

Fourment.

Tissier.

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

MM. Aubert.

Bompard. Bourgeois (général). Bourgeois (Léon).

Collin. Cosnier.

Damecour. Delahaye (Dominique). Delahaye (Jules). Delsor. Dudouyt.

Eccard.

Flandin (Etienne).

Gaudin de Villaine. Gegauff. Georges Berthoulat.

Helmer. Hirschauer (général). Humblot. Kérouartz (de).

Larere.

Maranget. Marguerie (marquis de). Maurice Guesnier.

Pasquet. Philipot. Pichon (Stephen). Poirson.

Quilliard.

Renaudat. Riotteau. Royneau.

Schrameck. Scheurer. Stuhl (colonel).

Tréveneuc (comte de).

Weiller (Lazare).

N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE

comme s'étant excusés de ne pouvoir assister à la séance :

MM. Clémentel.

Gallini.

ABSENTS PAR CONGÉ :

MM. Bersez.

Charles Dupuy. Claveille.

Masclanis.

Penanros (de).

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre des votants.....	277
Majorité absolue.....	139
Pour l'adoption.....	277
Contre.....	0

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste de scrutin ci-dessus.